

Pourquoi pas vous ?

∴ Denis Bertrand, responsable du Bulletin

La préparation d'un numéro du bulletin *Pour la suite du monde* est un travail de longue haleine fait, entre autres, de demandes et d'offres d'articles.

Les demandes d'articles peuvent être faites par téléphone ou à l'occasion de rencontres, comme celle du party annuel de Noël du SPUQ de l'année 2010, durant laquelle j'ai réussi — à tout prendre assez facilement — à convaincre Jacques-Albert Wallot de prendre en charge la préparation d'un numéro dont la majorité des articles seraient écrits par d'ex-professeurs du secteur des arts. Le résultat a été la plus grande partie du bulletin 52 (octobre 2011), contenant un ensemble d'articles variés allant d'un hommage à Pierre Mayrand aux projets d'un professeur retraité, en passant par des articles portant sur la pérennité des œuvres artistiques contemporaines, sur la conservation de deux œuvres appartenant à l'UQAM, sur la naissance du design à l'UQAM et sur des souvenirs d'un voyage aux Indes, « un pays de bruits, d'odeurs et de couleurs ».

Ce numéro-ci est la résultante de trois demandes effectuées lors d'un des diners quasi-mensuels des membres de l'Association des professeures et des professeurs retraités de l'Université du Québec à Montréal : des demandes faites à Marcel Rafie et à Alfred Dubuc de témoigner de leur expérience en tant que nouveaux professeurs et représentants des professeurs à la première Commission des études de l'UQAM, qui a commencé à siéger à partir de décembre 1969. Alors que les quatre autres représentants des professeurs à cette Commission venaient du Collège Sainte-Marie

Correction

Dans notre dernier numéro, sous la rubrique *Sommaire*, nous avons malencontreusement écrit Micheline Couture au lieu de Francine Couture pour le très beau texte intitulé « Variation et pérennité des œuvres contemporaines ». Toutes nos excuses à notre collègue Francine Couture.

53

décembre 2011

sommaire

Pourquoi pas vous? <i>Denis Bertrand</i>	1
Au commencement, était... <i>Alfred Dubuc</i>	3
Un retour en arrière troublant <i>Albert Desbiens</i>	5
L'UQAM, la commission des études et moi <i>Marcel Rafie</i>	7



(Denis Laforte, Pierre Grenier, Jacques Pelletier et François-Pierre Gagnon), Alfred Dubuc arrivait à l'UQAM en provenance de l'Université de Montréal et Marcel Rafie du Collège Saint-Laurent. Le troisième article est né d'une simple conversation : en effet, Albert Desbiens nous a parlé à cette occasion de l'exposition *L'École D'antan (1860-1960)* présentée au Château Dufresne où se retrouve son costume d'étudiant de 1^{re} année. Je lui ai offert d'écrire un article sur le sujet et il a accepté sur-le-champ.

Préparé sous la direction de Michel Allard, le prochain numéro sera composé d'articles portant principalement sur le passage de la formation des maîtres des écoles normales aux universités, sur les premières années de la prise en charge par l'UQAM de cet important champ de connaissance et d'intervention et sur les caractéristiques particulières de ce secteur au sein de l'UQAM naissante. Plusieurs articles ont déjà été déposés, et il ne faudrait pas se surprendre que ce sujet couvre plus d'un numéro.

Bien que moins avancés, d'autres projets d'articles sont actuellement en développement.

D'un côté (on m'en excusera), mes propres recherches en cours sur les débuts de l'UQAM m'incitent à donner une place importante aux événements et aux témoignages sur les phénomènes héréditaires et sur la petite enfance de l'UQAM, au cours des années 1969-1971. J'invite donc tous ceux qui ont vécu cette période comment difficile et exaltante de l'UQAM à témoigner de leur venue et de leur contribution à la création de l'UQAM. Il serait malheureux que ces informations se perdent.

D'un autre côté, plusieurs professeurs retraités pourraient aussi témoigner de leur implication dans d'importants événements de type stratégique qui ont

marqué l'UQAM de 1971 à nos jours : création d'un programme ou d'un département ; naissance des facultés, expériences pédagogiques, règlement d'une crise, engagement syndical, etc...

Certaines capsules présentant un événement co-casse, une anecdote ou un phénomène à première vue paradoxal sont aussi les bienvenues.

Une autre façon de rendre le bulletin plus intéressant est d'encourager les réactions, les échanges et les compléments d'informations, comme l'a fait, avec précision et élégance, Jacques-Albert Wallot, dans le numéro 48 de notre bulletin, à la suite d'un article de Jean-Claude Forand dans lequel celui-ci s'interrogeait sur le rôle du vice-doyen en arts, Léon Frankston. Cet exemple montre comment plusieurs éclairages peuvent aider à mieux décrire toute la richesse d'un objet.

Plusieurs autres types d'articles sont susceptibles d'intéresser nos membres : des témoignages de ceux qui poursuivent leur carrière universitaire, même après leur retraite, des récits de voyage, des films fétiches, des expositions, des spectacles, des prises de position face à des problèmes économiques, politiques, sociaux et culturels du monde d'aujourd'hui, des projets ou des missions internationales, des expériences inédites, des actions de bénévoles, des hommages, des coups de cœur, etc...

Mais l'offre de services a encore meilleur goût. N'hésitez pas à communiquer avec moi.

Enfin, un gros merci à Monique Lemieux qui a dirigé ce Bulletin pendant six ans et à tous ceux qui, sollicités ou de par leur propre initiative, ont publié un ou plusieurs articles dans celui-ci.

À bientôt, j'espère.



Association des professeures et professeurs retraités de l'Université du Québec à Montréal

Conseil d'administration 2011-2012

<i>Président</i>	Yvon Pépin <i>pepin.yvon@uqam.ca</i>
<i>Vice-président</i>	Denis Bertrand
<i>Secrétaire</i>	Yvon Pépin
<i>Trésorier</i>	Roch Meynard Robert V. Anderson Pierre Bouchard Gilles Gauthier

Bulletin Pour la suite du monde

<i>Directeur</i>	Denis Bertrand
------------------	----------------

Adresse postale

APR-UQAM
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Secrétariat sans permanence (aucun employé sur place)

Bureau V-6130, pav. Sainte-Catherine
Université du Québec à Montréal

Téléphone (répondeur seulement) : 514-987-3605

Site Web : <http://www.apr-uqam.org>

Au commencement, était...

::: Alfred Dubuc

L'année 1969 fut pour moi une année charnière dans ma carrière : j'avais été rattaché au département de science économique de l'Université de Montréal depuis dix ans, et mon enseignement avait été offert à l'ensemble des départements de la faculté des Sciences sociales ; à l'occasion, j'avais donné cours au département d'histoire de la faculté des Lettres. Durant l'été, j'avais soutenu ma thèse de doctorat à la Sorbonne. Depuis deux ou trois ans, je ne me sentais plus totalement à l'aise dans un département d'économie à cause de l'évolution de la science économique. Celle-ci se centrait de plus en plus sur des phénomènes de très court terme à l'aide d'outils d'analyse mathématiques, certains inspirés des développements récents de l'économétrie. Je n'étais par partisan de la cliométrie, c'est-à-dire de l'application de l'économétrie à l'histoire économique. Il me convenait davantage d'appartenir à un département d'histoire. Celui qui s'ouvrait à l'UQAM, rattaché à la « famille » des sciences humaines, m'attirait particulièrement, à cause de l'orientation socio-économique que j'avais donnée à mon enseignement et à mes travaux depuis un certain temps et de la proximité qui s'annonçait des départements de sociologie et de science politique.

Mon arrivée à l'UQAM fut remarquée pour trois raisons : mon âge, mon doctorat, mon expérience universitaire. La majorité de mes nouveaux collègues étaient particulièrement jeunes. (Dans une étude sur les départements d'histoire au Québec, l'historien Pierre Savard écrira : « L'âge moyen des professeurs du département d'histoire de l'UQAM est de 26 ans, même en comptant l'ancêtre Dubuc »). Certains comportements pourront être imputés à cette caractéristique ; ainsi, un de mes jeunes collègues, spécialiste de l'histoire ancienne, pour qui j'avais obtenu une participation à un chantier de fouilles dans le bassin de la Méditerranée, revint après un mois, bien avant la fin du chantier, expliquant qu'il s'était trop ennuyé de son épouse. J'enrageais !

Dès mon arrivée à l'UQAM, mon expérience de dix ans d'enseignement à l'université me valut d'être l'objet de pressions pour me présenter à la direction du département d'histoire, à la Commission des études de l'UQAM et au Conseil des études au siège social de l'Université du Québec (à Québec).

Conscient de participer à la création d'une université nouvelle, nouvelle par l'esprit d'innovation qui se propageait à tous les niveaux de ses structures, particulièrement à l'intérieur de l'UQAM, je me laissai convaincre. Ainsi eus-je l'impression d'être parmi ceux à qui l'UQAM serait redevable de quelques-unes des orientations prises au cours des prochains mois et des prochaines années.

Mais tout n'allait pas sans difficulté : ainsi, par exemple, déjà à l'ouverture, la répartition des locaux de cours entre les groupes-cours des étudiants fut confiée à une entreprise qui crut bien faire en confiant cette tâche à ses ordinateurs, attendant la fin des inscriptions des étudiants avant de procéder, c'est-à-dire dans les jours précédant immédiatement le début de la session. Il s'ensuivit un tel capharnaüm qu'il fallut tout reprendre à la main dans les heures précédant immédiatement l'ouverture de la session.

Plusieurs s'inquiétèrent des rapports incestueux qu'entretenait la direction de l'Université avec cette société, la SMA (Société de mathématique appliquée) : le recteur et l'un des vice-recteurs avaient été parmi les membres fondateurs. Plusieurs contrats de l'UQAM lui furent confiés.

Le vice-recteur aux Communications, venu de la SMA, avait la responsabilité de deux secteurs stratégiques : les bibliothèques et l'audio-visuel. Il devint rapidement évident que, dans la répartition de son budget, les bibliothèques seraient le parent pauvre et l'audio-visuel, l'enfant chéri. Il s'en défendait prétextant qu'il n'était plus nécessaire d'acheter des livres, car il deviendrait incessamment possible à un étudiant de lire sur son écran tout volume dont il demanderait la projection dans quelque bibliothèque d'Amérique du Nord ! Disons, à sa décharge, que l'avenir qu'il voyait immédiat se rallongerait plutôt de 30 ou 40 ans.

Le recteur lui-même n'était pas en reste : un jour, à l'époque où on commençait à entrevoir l'aménagement d'un campus, le recteur présenta aux membres de la Commission des études son projet de « l'Université sur le métro » : les diverses composantes de l'UQAM, y compris les locaux d'enseignement, seraient distribuées çà et là sur le territoire de Montréal, chacune au-dessus d'une station du métro. Les réactions des membres de la Commission des études furent plutôt mitigées, l'un d'entre eux allant même,

mi-figue mi-raisin, jusqu'à demander qui paierait les billets de métro. Ce qui entraîna une colère carabinée du Recteur, reprochant qu'on puisse exprimer des considérations si terre-à-terre devant un projet d'une telle envergure! On n'entendit plus parler de ce projet...

Un autre vice-recteur avait imaginé d'aménager les bureaux des professeurs de plusieurs départements en aires ouvertes sur l'ensemble d'un étage du pavillon Louis-Jolliet et de regrouper en un seul local les secrétariats de tous ses départements. La vie en devint insupportable; les professeurs se sentirent abaissés dans leur fonction de chercheurs et d'enseignants au rang « d'employés d'une compagnie d'assurance », comme me fit remarquer un professeur de l'Université McGill qui me rendit visite un jour. Il fallut que je m'adressasse au siège social de l'Université du Québec à Québec pour qu'on mette fin à cette « expérience »; ce qui, heureusement, entraîna la démission du vice-recteur en question et la reconfiguration des locaux des professeurs.

L'année 1969 marquait l'arrivée des premiers diplômés des cégeps. C'est en toute urgence que s'ouvrirent les premières constituantes de l'Université du Québec. Les turbulences de l'année 1968 dans les collèges allaient se répandre dans celles-ci, surtout que l'innovation des modules donnait aux étudiants un lieu d'expression de leurs récriminations, voire même parfois de leurs exigences. L'obligation faite aux professeurs de présenter aux étudiants leurs plans de cours et les modes de contrôle des connaissances (travaux, examens, etc.) donnèrent lieu à toutes sortes de dérapages; par exemple, quelques professeurs de philosophie, spécialistes du Thomisme, ne purent répondre aux exigences des philosophies laïques et plus modernes et durent quitter l'UQAM (ce qui valut un blâme à celle-ci de la part de l'Association canadienne des professeurs d'Université); un autre exemple est celui du professeur qui se présenta à son premier cours sans rien proposer, sauf de demander aux étudiants: « Qu'allons-nous faire durant la session? » Et d'attendre les réponses des étudiants!

Je vécus moi-même une expérience qui, heureusement, fut la seule: après avoir décrit mon plan de cours et exprimé mes exigences en termes de travaux et d'examen, je reçus des étudiants une contre-proposition qu'il me parut impossible d'accepter. Les étudiants ne voulant rien entendre de mes explications, je me retirai de la classe et fis savoir aux personnes responsables du programme que je reviendrais quand les étudiants consentiraient à suivre un cours de niveau universitaire. Les étudiants finirent par entendre raison

et je pus commencer mon cours, avec quinze jours de retard, mais suivant un contenu et des exigences acceptables.

Un des problèmes urgents auxquels il fallut s'atteler fut celui de la diplomatie insuffisante du corps professoral. L'Administration allait imputer une part importante du budget au perfectionnement des professeurs. Mais qui serait responsable de la distribution des ressources et de la sélection des professeurs devant les recevoir? Il fut reconnu que l'Administration, par ses comités pertinents, verrait à leur répartition entre les départements. À l'intérieur des départements, la sélection des professeurs devant prendre congé pour parfaire leur formation posait problèmes; certains éléments de l'Administration prétendirent devoir la faire. En ce qui concernait notre département, l'Assemblée départementale procéda de façon démocratique à la répartition des sommes qui nous étaient allouées et j'expliquai, dans une longue lettre au Recteur, notre façon de procéder et notre détermination à nous en tenir à cette procédure. Ce qui fut accepté et servit de modèle à l'ensemble des départements.

La fin des années soixante et le début des années soixante-dix connurent, au sein des sciences humaines (sciences sociales, philosophie, lettres) un fort développement du marxisme et de ses débordements: marxisme-léninisme, trotskisme, maoïsme, etc. L'UQAM devint rapidement une pépinière de toutes ces tendances, qui inspirèrent tantôt certains enseignements, tantôt certaines activités plus ou moins compatibles avec l'enseignement et la recherche scientifique, tantôt, encore, avec l'éthique nécessaire à la saine gestion d'un département et d'un module. Par contre, abordé comme démarche scientifique, le matérialisme historique impliquera plusieurs enseignements et de nombreuses recherches dans plus d'un des départements.

Les professeurs allaient bientôt se regrouper pour former, d'abord une association, puis le premier syndicat de professeurs d'Université au Canada et imposer un nouveau mode d'administration et de développement, favorisant la participation du corps enseignant à la vie de l'institution et à son développement.

* * * * *

On me pardonnera d'avoir employé trop souvent le « je »; j'en suis mal à l'aise, mais il me fallait répondre à la demande qui m'était faite de témoigner de mes premières expériences du début de l'UQAM. J'ai voulu faire part de ce qui reste de mes souvenirs. Puis-je avoir transmis le sentiment d'enthousiasme qui nous portait, au-delà des difficultés, dans la certitude de créer quelque chose de neuf et de durable.

Un retour en arrière troublant

::: Albert Desbiens

Certains situations, rencontres ou expositions nous bousculent plus que d'autres. Ce fut le cas lors de l'ouverture de l'exposition sur *L'ÉCOLE D'ANTAN (1860-1960)* au Château Dufresne en septembre dernier. J'éprouvai alors l'étrange sensation d'être un peu comme les pianos mécaniques de Léveillé. Pour la première fois je me retrouvais dans la position d'un quasi objet d'exposition dans un cadre un peu suranné qui avait de profondes résonances chez moi.

Dans les mois précédents, Robert Cadotte, ex-commissaire d'école à Montréal et commissaire de l'exposition, m'avait contacté pour examiner la possibilité d'un prêt au musée Dufresne. Il avait appris que je possédais un bel exemplaire de mon costume d'écolier de 1^{re} année au Jardin d'enfance des Sœurs-de-la-Providence, coin Pie-IX et Lafontaine. J'acceptai de prêter mon uniforme (veste de gabardine noire avec

col de velours et boutons dorés, portée sur un pantalon court orné des mêmes dorures). La décision fut d'autant plus facile que l'exposition se tenait au Château Dufresne où j'ai étudié alors que l'Externat classique Sainte-Croix y logeait les quatre dernières années du cours classique.

Mes racines s'implantent profondément dans le territoire du Château Dufresne. Né sur la rue Orléans, à deux pas du boulevard Pie-IX, dans Maisonneuve, comme on disait à l'époque, c'est toute mon enfance et mon adolescence qui s'y sont déroulées. Coïncidence, j'avais célébré en mai avec mes collègues, y compris Philippe Barbaud, le cinquantième anniversaire de notre passage au Château Dufresne, dont nous avons été les derniers occupants étudiants. Des années déterminantes pour moi s'étaient écoulées là, dans ce décor unique et stimulant. De retrouver dans ce même lieu l'exposition sur le monde de l'école d'Hochelaga-Maisonneuve avait certes une résonance particulière.

Au-delà des considérations personnelles, l'actuelle exposition du Château Dufresne nous offre, jusqu'en février 2012, une rétrospective passionnante et fort bien documentée sur l'école d'avant la Révolution tranquille. Une école sans ordinateur, sans télévision, sans calculatrice et évidemment encore très largement religieuse. Au premier plan, les communautés des Frères des écoles chrétiennes ou des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, qui occupent une place prépondérante vêtus de leurs noirs costumes. Une école aux élèves nombreux et aux classes surchargées. Une école urbaine, bien sûr, qui laisse dans l'ombre l'école rurale mais le propos est ici très bien centré sur Hochelaga-Maisonneuve.

L'exposition aborde plusieurs thématiques : des matières couvertes, au matériel utilisé (plume, encrier, affiches didactiques, manuels), en passant par les différents uniformes dont les plus anciens remontent au XIX^e siècle. La reconstitution d'une classe de l'époque de la Grande Dépression avec des pupitres du moment est fort réussie.



Copies fidèles du mobilier scolaire de ces années, ces pupitres ont été fabriqués par les élèves et les professeurs de l'École des métiers du meuble et reproduisent ceux de l'école Saint-Nom-de-Marie où mes sœurs étudiaient.



Cette partie de l'exposition permettra d'ailleurs à des groupes d'élèves de 5^e et 6^e de vivre l'expérience d'une journée de classe de l'époque. Des comédiens joueront les rôles de religieux qui initieront les jeunes au curriculum de la période, émaillé de notions d'entretien ménager, de bienséance et bien sûr complété par des cours de catéchisme, omniprésence de la religion oblige.



La variété des objets exposés permet de couvrir d'une façon étonnante cet univers disparu avec les années soixante. Évaluation des élèves, système d'émulation (médailles, certificats de mérite, prix de fin d'année, images pieuses), tout y passe, même la « strap » dont heureusement je ne peux pas dire que j'en conserve un souvenir cuisant. Un étonnant registre exhibé consigne les noms des élèves l'ayant reçue, le nom et le motif du professeur ayant demandé le châtiment et le nombre de coups sur chaque main.

Soulignons aussi que plusieurs perspectives intéressantes sont ouvertes sur le décrochage scolaire, le bulletin, le ratio français/anglais, les activités parascolaires, qui ne font que souligner la persistance de ces questions.

On ne peut qu'encourager à visiter cette exposition aux résonances multiples mises en valeur par un matériel particulièrement riche. Les responsables doivent être félicités pour la qualité de leur recherche. Un seul bémol à propos de l'éclairage de certaines pièces et des textes d'accompagnement parfois difficiles à lire. Il est vrai qu'à mon âge la vue baisse...

Le Château Dufresne est situé coin Sherbrooke et Pie-IX. L'exposition est ouverte du mercredi au dimanche, de 10 h à 17 h, jusqu'au 23 février 2012.

L'UQAM, la commission des études et moi

::: Marcel Rafie

À l'UQAM naissante, la création du Conseil d'administration, des départements, du premier corps professoral, des modules, des programmes de formation de 1^{er} cycle, des familles de programmes et de six grands secteurs de développement ont précédé la création de la Commission des études. Celle-ci devait être pourtant l'instance directement responsable des fonctions universitaires d'enseignement et de recherche et, à ce titre, le lieu par excellence des échanges et des prises de décision de nature stratégique définissant les grandes orientations et les champs de développement de l'UQAM. .

Réunie pour la première fois peu avant Noël 1969, la Commission des études (CE) a dû immédiatement faire face à une kyrielle de problèmes, souvent inextricables. Beaucoup de choses, en effet, restaient à faire. À titre d'exemples : la création de nouveaux départements; le règlement de litiges intra et interdépartementaux; la création de nouvelles instances (sous-commission du 1^{er} cycle, sous-commission des études avancées et de la recherche, sous-commission d'engagement, d'évaluation et de promotion des professeurs) : la création de nouveaux programmes, quelquefois, comme en lettres, avec les modules dits fonctionnels, véritablement avant-gardistes; la première élection des directeurs des départements et des modules; l'évaluation départementale des professeurs; les nouveaux engagements; les non-renouvellements de contrats, etc.

L'université était un chantier ouvert où tout attendait une solution stable, car tout fonctionnait sur des bases transitoires. Pour répondre aux besoins et interpellations arrivant de partout, la Commission des études s'est réunie une fois par semaine durant ses deux premières années. Certaines réunions retenaient les membres la journée entière et la soirée : il fallait parer à tout.

Un thème majeur occupait cependant les esprits, mobilisait et sans doute rapprochait les acteurs. En ces premiers mois de l'UQAM naissante, aussi bien pour les professeurs, les étudiants et les administrateurs, le maître mot était « participation ». C'est en tout cas ce qui m'a amené à poser ma candidature à

la Commission des études comme représentant des professeurs. J'étais fortement motivé à poursuivre à l'UQAM une pratique engagée depuis plus d'un an au Collège de Saint-Laurent où j'étais professeur et directeur du département des sciences humaines. Un vent de fronde y soufflait, tout comme dans la plupart des collèges classiques de Montréal, depuis ce que d'aucuns considèrent comme notre Mai 68, reporté à l'automne suivant : un fort mouvement de contestation réunissant les étudiants des collèges, des universités et de l'École des Beaux-Arts, lequel s'est enclenché de manière organisée en octobre 68, nous donnant un automne particulièrement chaud marqué, entre autres, par la promesse du ministre de l'Éducation d'ouvrir l'UQAM dès l'automne 1969.

Une comparaison entre les deux mouvements me semble utile, tant l'analogie est tentante et... trompeuse. Il est vrai qu'un des thèmes centraux de Mai 68, le refus de l'autorité répressive (« Il est interdit d'interdire ») a trouvé un écho chez nous et s'est vite traduit par le refus du cours magistral. Par conviction ou complaisance, nombre d'enseignants du Collège de Saint-Laurent ont suspendu leurs cours, transformant ceux-ci en rencontres dans leur bureau avec des groupes restreints d'étudiants. Par contre, je n'ai pas trouvé de signes évidents de ludisme (« Sous les pavés la plage ») ni d'internationalisme (« Nous sommes tous des Juifs allemands »), pour ne citer que deux des thèmes parmi les plus marquants de Mai 68, thèmes qui s'exprimaient dans cette savoureuse mais fidèle sociologie murale de l'événement qu'étaient les graffitis. Au Québec, nos étudiants étaient nationalistes, militant pour un « McGill français ». Par ailleurs, la double cohorte des finissants des collèges classiques et des cégeps naissants réclamait à cor et à cri, non pas du temps libre, mais des places dans les universités et sur le marché du travail et, hâtant par là même l'avènement de l'UQAM. Du reste, le refus du pouvoir autoritaire se doublait chez nous d'une revendication résolue pour une participation aux centres de décision. Les termes de cogestion et même d'autogestion faisaient *florès*.

C'est dans ce climat que j'ai été amené, tout en y prenant plaisir, à associer les étudiants aux assemblées du département des sciences humaines durant l'année 1968-69, au Collège de Saint-Laurent. Au même moment, l'équipe Recherche et développement du MEQ proposait la « double structure » : d'une part, le module, responsable des programmes, lieu de regroupement des étudiants et ébauche de la relative autonomie des étudiants dans la gestion de leur programme; d'autre part, les départements, qui, en l'absence des facultés, regroupent les professeurs travaillant dans un même domaine et prenant en charge l'enseignement et la recherche dans ce domaine. Il est bon de rappeler à cet égard que l'idée modulaire n'est pas née à l'UQAM. Enfin, de façon pleinement congruente avec l'esprit du temps, les étudiants du Collège de Saint-Laurent, étaient invités à siéger à la Commission pédagogique ; ce qu'ils ont fait en respectant pleinement leur fonction représentative : réunions préparatoires et consultation de leurs commettants.

À l'UQAM, la participation connut des destinées diverses et contradictoires. Six sièges étaient réservés aux étudiants à la Commission des études, qui sont restés inoccupés au nom d'une... authentique participation, les étudiants estimant qu'ils y étaient minoritaires. De nombreux appels à la participation étudiante étaient formulés à la Commission des études, de la

part des professeurs bien sûr, en particulier d'Alfred Dubuc, mais aussi d'administrateurs (les procès-verbaux l'attestent); c'était le désir de tous de faciliter et de hâter leur venue. Rien n'y fit. Les conditions de leur entrée à la CE ne furent réunies qu'à la suite de la grève des professeurs de l'automne 1971. C'est dans le même esprit que les étudiants de science politique refusèrent de siéger à leur conseil de module et multiplièrent les pressions pour être représentés au département. Ailleurs cependant, les étudiants jouèrent le jeu, prenant à cœur et la confection de leurs programmes et la gestion de ceux-ci. Dans certains cas même, on a vu des étudiants s'engager dans le champ départemental, réclamer et obtenir la mise en tutelle du département de philosophie et, à terme, le congédiement d'une dizaine de professeurs.

Qu'on me permette une note personnelle pour finir. J'ai bénéficié en 71-72 d'un congé de perfectionnement pour terminer mon doctorat; j'ai néanmoins continué à siéger à la Commission des études, malgré la lourdeur de la tâche. Ce que je ne ferais sans doute pas aujourd'hui. Si je donne cette information, ça n'est aucunement pour marquer je ne sais quel dévouement ou sens du devoir, mais pour dire à quel point la participation était alors, en quelque sorte, notre *épistémè* politique.